

Discours de Hubertus Zdebel, MdB – 31.08.2019

Chers amis,

Nous sommes ici aujourd'hui pour envoyer un signal clair contre le traitement de plus en plus scandaleux des réfugiés et contre les pratiques inhumaines d'expulsion.

La plus grande prison de déportation d'Allemagne se trouve à Büren, à seulement 30 km d'ici. Le fait que de telles facilités existent est en soi un scandale et ne peut être accepté par nous. Nous ne devons pas permettre que des gens soient emprisonnés préventivement et traités comme des criminels. Des gens qui n'ont rien fait de mal.

100 ans de prison de déportation, c'est 100 ans de privation de droits, 100 ans de mépris de l'être humain, 100 ans de racisme.

Mais au lieu de mettre fin à ce gâchis et de faire face à l'indicible histoire de la détention pour expulsion en Allemagne, la Grande Coalition n'a que récemment resserré la situation juridique de manière significative.

Le soi-disant "paquet migration", qui a été poussé en avant sous la direction du ministre de l'Intérieur, M. Seehofer, et adopté en juin, est un catalogue d'atrocités plein de mépris pour l'humanité et d'intolérance envers les racistes et les fanatiques sans scrupules des ordres.

Ainsi, la nouvelle réglementation juridique a jeté les bases de l'expulsion des personnes en quête de protection dans les prisons ordinaires. Selon l'avis unanime des experts, cette suppression de l'obligation dite de séparation est contraire au droit européen et constitue une grave privation de droits pour les fugitifs.

Ces capacités supplémentaires doivent apparemment être pleinement exploitées par une extension draconienne des motifs de détention et de la définition du "danger de fuite". Il est donc peu probable qu'il y ait des demandeurs de protection qui sont obligés de quitter le pays et qui ne répondent pas aux critères de la détention pour expulsion.

En outre, le paquet législatif a introduit une nouvelle catégorie de tolérance qui restreint encore davantage les droits des personnes demandant une protection si elles ne participent pas suffisamment activement à leur propre expulsion - par exemple en obtenant les documents d'identité manquants. Il leur est désormais généralement interdit de travailler ou de commencer une formation. En outre, ils se verront imposer une obligation de résidence et des amendes, qui ne seront certainement pas payables par la plupart des fugitifs. Une vie digne n'est plus possible. Toute forme d'intégration est ainsi évitée, ce qui est apparemment l'objectif des agitateurs conservateurs. L'inverse serait nécessaire : des offres d'intégration plus nombreuses et meilleures dès le départ.

Même la protection reconnue, qui cherchait à obtenir des prestations de sécurité sociale, a complètement perdu son exigence en vertu de la nouvelle loi, s'ils venaient d'un autre État de l'Union européenne et venaient en Allemagne. Le calcul est clair : les gens devraient mourir de faim et être chassés du pays.

La coalition justifie ces mesures drastiques par des "déficits d'exécution" dans le cas des expulsions. Mais il n'y a pas de preuve statistique de cela, et le chaos règne dans le registre central des étrangers. De nombreuses personnes enregistrées comme devant quitter le pays sont tolérées en raison de liens familiaux, parce qu'elles sont instruites ou parce qu'il y a la guerre dans leur pays. D'autres ont depuis longtemps quitté le pays volontairement.

Dans ce cas, l'état d'urgence est délibérément suggéré en cas de faux numéros et la tendance est à la lutte contre les fugitifs. C'est ainsi que le racisme est stimulé et que la division de la société est encouragée. Ainsi, la grande coalition est devenue l'aide conforme de l'AfD, qui joue les plus faibles de notre société contre les plus faibles avec une telle agitation et une politique de symboles racistes.

Nous, du côté de la GAUCHE, rejetons le durcissement des lois sur l'asile. La pratique de la détention pour expulsion doit être abolie et toutes les prisons d'expulsion doivent être fermées. Nous exigeons un droit de séjour pour toutes les personnes en Allemagne qui cherchent une protection contre la guerre, la terreur, le changement climatique, la faim, la pauvreté et la persécution.

Les causes des vols doivent être combattues, pas les fugitifs. Cela signifie combattre le militarisme et la guerre. Lutte contre la pauvreté et l'exploitation. Un combat pour la solidarité et la justice partout.